



# la Lettre d'ENSEMBLE!

## Le nucléaire pour les nuls

Avec déjà dix années de retard et une facture à ce jour multipliée par 6 (de 3,3 milliards d'euros à 19 milliards !), le chantier de l'EPR Flamanville est un fiasco. La France est dépendante à 100% de l'uranium indispensable à la production d'énergie nucléaire. Chaque année 23 000 m3 de déchets nucléaires sont produits dont une partie restera hautement radioactive pendant des milliers d'années. Avec 145 euros en moyenne le MGW, le coût de production nucléaire est près de trois fois plus cher que le photovoltaïque ou l'éolien terrestre (en moyenne 55 euros/MGW). Et pourtant, en annonçant la commande de 8 nouvelles centrales EPR2, Macron a osé affirmer que c'était « *le choix du progrès, de la confiance dans la science et de la raison* ». Cette soumission aux lobbies du nucléaire est une folie qui tourne le dos à la nécessaire transition écologique. Elle appelle notre mobilisation.

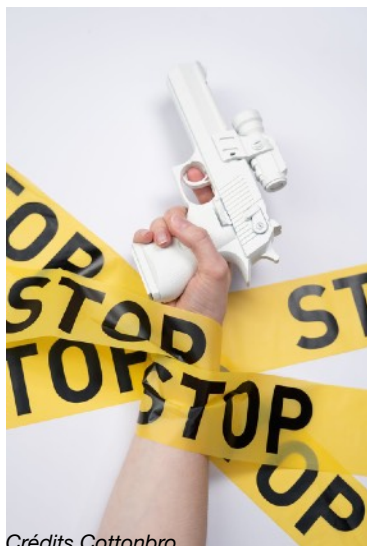
Nous contacter :

 [contact@ensemble-fdg.org](mailto:contact@ensemble-fdg.org)

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble\_FdG

## L'Ukraine prise entre deux feux



Crédits Cottonbro

Deux impérialismes se font face. D'un côté, l'impérialisme russe tente de reconquérir sa mainmise sur l'Ukraine et les pays de l'Est, perdue lors de la dislocation de l'URSS en 1991 et l'accession à l'indépendance de ces peuples. De l'autre, l'impérialisme américain et l'OTAN - que dix de ces pays ont rejoint, ainsi que l'UE - cherche à le contrer. L'encerclement de l'Ukraine par une armada mobilisée par Poutine, et l'envoi de quelques milliers de soldats de l'OTAN aux frontières de l'Ukraine, mettent en grave danger la paix au cœur même de l'Europe.

La responsabilité de Moscou, l'agresseur, est indiscutable. Celle de Washington et des impérialismes français, allemand et

britannique est liée au passé. Car l'OTAN ne s'est pas dissout en 1990-91, comme il aurait dû le faire avec la dislocation du "bloc socialiste" et de son Pacte de Varsovie. C'était pourtant une chance historique pour mettre fin à la confrontation entre les deux "blocs". L'OTAN a continué, et a fini par accepter les demandes d'adhésion des dix peuples, qui, devenus libres, cherchaient ainsi une protection durable contre leur vieil oppresseur russe - tsariste d'abord, stalinien ensuite. On les comprend, au vu de leur histoire douloureuse, mais les faits montrent qu'ils risquent de se retrouver, une nouvelle fois, au milieu d'un conflit entre les grandes puissances. Ces pays aussi ont raté une chance historique en 1990-91 : celle de profiter de ce moment inédit et de proclamer leur non-alignement par rapport à Moscou et Washington ; en rejoignant les très nombreux pays non-alignés dans le monde, et en établissant de nouvelles relations de coopération avec tous les peuples sur pied d'égalité, pour la dissolution de tous les "blocs", le désarmement et la paix.

Mais l'OTAN s'est élargi vers l'Est, et Poutine mène une politique revancharde visant à rétablir la puissance perdue du Kremlin. La raison profonde de ces choix est sa hantise que les grands mouvements d'émancipation dans les ex-"républiques" vassales de Moscou (Ukraine 2013-14, Biélorussie 2021, Kazakhstan 2022) ne finissent par donner des idées de révolte au peuple russe. Car la Russie est en proie à la misère et à une crise économique endémique, théâtre du gigantesque enrichissement des oligarques (dont le milliardaire Poutine) qui ont privatisé et pillé toute l'économie étatique.

La gauche - sans soutenir le régime capitaliste de Kiev - doit défendre le droit à l'indépendance et à l'autodétermination de l'Ukraine. Comme pour n'importe quel autre peuple dont le territoire est menacé ou occupé. Ni Moscou ni l'Otan - indépendance de l'Ukraine. Paix en Europe. Droit à l'autodétermination des peuples.

Stefan Bekier

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

16 février 2022

## Macron et la « fusillade de la rue d'Isly » (26 mars 1962).



La guerre d'Algérie touche à sa fin. Sur le recul dans les djebels, le FLN a fait la démonstration de sa représentativité lors des manifestations massives de décembre 1961 ; le référendum sur l'autodétermination de l'Algérie (8 janvier 1961) a été approuvée par 75 % des exprimés ; et, tandis que des Français commencent à partir, les négociations avec le GPRA aboutissent aux « accords d'Évian » (19 mars 1962).

C'est dans ce contexte que prend place, le 26 mars, ce qu'il est convenu d'appeler la « fusillade de la rue d'Isly » ou le « massacre de la rue d'Isly », épisode tragique qui voit l'armée française tirer sur une manifestation de « pieds noirs ». Une « tragédie » selon les mots de Macron, reconnaissant en des termes qui reprennent presque à l'identique ceux qu'il a utilisés pour la reconnaissance du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961.

Symétrie douteuse dont on saisit sans peine les motivations électoralistes, car si nul ne doute du drame qu'ont vécu les Français d'Algérie, « perdants » de l'Histoire, les deux événements diffèrent radicalement. À Paris le 17 octobre 1961 les Algériens qui manifestaient pacifiquement contre le couvre-feu qui leur était imposé et pour l'indépendance de l'Algérie ont été, sur les ordres du Préfet Papon et avec l'aval du gouvernement, délibérément massacrés.

C'est dans un tout autre contexte que se déroule la « fusillade de la rue d'Isly ». L'OAS, déterminée à empêcher l'application des accords, se barricade dans Bab-el-Oued, et en interdit l'entrée à l'armée. Dès lors, après plusieurs incidents armés avec les factieux, le « camp retranché » est attaqué et finalement réduit au prix de nombreux morts. Non sans que l'OAS ait poussé la population algéroise à briser le blocus du quartier et à manifester dans la rue. Tandis que des coups de feu éclatent, tirés des immeubles environnants, les soldats du contingent ripostent et tirent dans la foule qui manifestait dans la rue d'Isly (46 morts et 156 blessés selon le bilan officiel).

Cette tragédie prend place dans la dernière période - les « feux du désespoir » - de la guerre d'Algérie, période lors de laquelle l'OAS ensanglante le pays, et entraîne une partie des pieds noirs dans une aventure sans espoir : imposer à nouveau leurs solutions à la métropole. Ce qu'ils avaient réussi à faire jusqu'au 13 mai 1958 ! Mais les temps ont changé et, du côté français, la décolonisation de l'Algérie se termine en une guerre civile dont l'insurrection de Bab-el-Oued et la « fusillade de la rue d'Isly » sont les points d'orue. mais non la fin. dans laquelle les extrémistes ne pouvaient avoir le dernier mot.

## « Ils sont pas nombreux en février à se souvenir de Charonne »

Ces mots de Renaud ne nous concernent pas. En effet, pour celles et ceux qui, à gauche, ont de la mémoire, Charonne demeure un symbole de la répression policière. Elle fit 9 mort.es (dont 8 communistes) lors de cette manifestation contre l'OAS le 8 février 1962. Cette action, diligentée par le préfet Papon (complice de la déportation de Juifs à Bordeaux) s'inscrit dans la

droite ligne de l'assassinat de centaines d'Algérien.es manifestant pacifiquement quelques mois plus tôt, le 17 octobre 1961.

Mais, alors que les morts algériennes n'avaient provoqué que peu de réactions, celles de Charonne furent suivies, le jour des obsèques, d'une immense manifestation unitaire d'une gauche et d'organisations syndicales jusqu'alors très divisées. Ce fut le début du retour d'une gauche écrasée par de Gaulle en 1958.

Macron a rendu hommage aux victimes. Il faut aller plus loin et reconnaître la responsabilité de l'Etat français et du gouvernement d'alors dans ces crimes.

